

# **Sujet - Epreuve type concours**

**CONCOURS EXTERNE**

**DE LIEUTENANT DE 1<sup>o</sup> CLASSE DE SAPEURS-POMPIERS**

**PROFESSIONNELS**

**SESSION 2026**

## **ÉPREUVE DE QUESTIONNAIRE A CHOIX MULTIPLES**

### **ÉPREUVE D'ADMISSIBILITÉ :**

Questionnaire à choix multiples portant sur des éléments essentiels du droit public, des questions européennes, des finances publiques et de la sécurité civile ainsi que sur des connaissances scientifiques et techniques relatives à la gestion des risques et de l'environnement.

Ce questionnaire a pour objet d'apprécier les connaissances d'ordre institutionnel du candidat ainsi que ses connaissances théoriques utiles à l'exercice des missions confiées à un lieutenant de première classe de sapeurs-pompiers professionnels.

Durée : 1 heure 30

Coefficient : 2

**Questionnaire à choix multiples – 60 questions**

Répondez aux questions en indiquant la ou les réponse(s).

Il y a une ou plusieurs réponses possibles par question.

Le barème de correction est le suivant :

- réponse correcte : + 1 point
- réponse partiellement juste ne contenant pas de réponse fausse : + 0,5 point
- réponse totalement fausse ou contenant une réponse fausse : - 0,25 point
- absence de réponse : - 0,25 point

Il sera attribué au candidat une note comprise entre 0 et 20.

- 1. La loi de modernisation de la Sécurité Civile dite loi « MOSC » date de :**
  - A. 2005
  - B. 2004
  - C. 1996
  - D. 2011
  
- 2. Quelle est la principale source de financement du déficit budgétaire de l'Etat ?**
  - A. L'emprunt
  - B. La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)
  - C. Le gel du point d'indice
  - D. Les subventions demandées à la Banque Centrale Européenne
  
- 3. Quel(s) texte(s) évoque(nt) les symboles de la République ?**
  - A. L'article 2 de la Constitution de 1958
  - B. L'article 1 du Code général de la fonction publique
  - C. L'article 8 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen
  - D. Les lois de décentralisation
  
- 4. L'article 61-1 de la Constitution du 4 octobre 1958 traite de la QPC. Que signifie QPC ?**
  - A. Question Prioritaire de Conventionnalité
  - B. Question Prioritaire de Constitutionnalité
  - C. Question Prioritaire de Conformité
  - D. Question Prioritaire de Consultativité
  
- 5. Une révision de la Constitution peut être adoptée :**
  - A. Par référendum
  - B. En Congrès avec les deux chambres réunies
  - C. Par décret présidentiel
  - D. Par un vote au Sénat
  
- 6. Selon l'article 10 de la Constitution du 4 octobre 1958, le Président de la République promulgue les lois :**
  - A. Dans les 7 jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée
  - B. Dans les 15 jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée
  - C. Dans les 20 jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée
  - D. Dans les 30 jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée

- 7. Un Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) est un établissement :**
- A. Public à caractère industriel et commercial
  - B. Public à caractère administratif
  - C. Privé à but non lucratif
  - D. Relevant du ministère de la Défense
- 8. Parmi ces propositions, laquelle/lesquelles n'est/ne sont pas des principes du service public ?**
- A. L'adaptabilité/mutabilité
  - B. La rentabilité
  - C. La continuité
  - D. L'égalité
- 9. Le délai pour déposer un recours pour excès de pouvoir devant le juge administratif est de :**
- A. 15 jours
  - B. 1 mois
  - C. 2 mois
  - D. 3 mois
- 10. Quel est ou quels sont le ou les rôle(s) du préfet de département auprès d'un SDIS ?**
- A. Il assure la présidence du conseil d'administration
  - B. Il est le responsable de la mise en œuvre opérationnelle
  - C. Il gère le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires et professionnels
  - D. Il gère les finances du SDIS au quotidien
- 11. Par quelle loi d'organisation des SDIS a-t-elle été consolidée ?**
- A. La loi Malpas
  - B. La loi Marras
  - C. La loi Malgras
  - D. La loi Matras
- 12. En France, un conseil municipal ne peut pas compter moins de :**
- A. 5 membres
  - B. 6 membres
  - C. 7 membres
  - D. 8 membres

**13. De quel(s) type(s) de compétence(s) dispose le Maire ?**

- A. Des compétences juridictionnelles
- B. Des compétences propres
- C. Des compétences parlementaires
- D. Des compétences déléguées

**14. En RAD (risque radiologique), quel est le principe de radioprotection ?**

- A. Le SFC (Source, Flux, Cible)
- B. Le AFARA (As Fast As Reasonably Achievable)
- C. Le JBC (Justifier, Bonifier, Circonscrire)
- D. Le JOL (Justifier, Optimiser, Limiter)

**15. En RAD (risque radiologique), à quoi correspond la « période » ?**

- A. À la période correspondante au nombre de désintégrations nucléaires par unité de temps
- B. À la période de temps qui correspond à la quantité d'énergie absorbée par les rayonnements
- C. À la période de demi-vie d'un élément radioactif, qui est la durée au bout de laquelle son activité est réduite de moitié
- D. À la période correspondante à la dose absorbée

**16. En RCH (risque chimique), quel(s) phénomène(s) thermique(s), n'existe(nt) pas ?**

- A. ENHANCE CHEMICAL
- B. BOIL OVER
- C. RAINBOW
- D. U.V.C.E (Unconfined Vapour Cloud Explosion)

**17. Dans le transport de matières radioactives, un colis de type A est prévu :**

- A. Pour le transport de la matière radioactive dont l'activité est élevée
- B. Pour le transport de la matière radioactive dont l'activité est limitée
- C. Pour résister à une chute libre de 0,3 à 1,2 m sur une surface indéformable
- D. Pour résister à la pénétration d'une barre de 6 kg lâchée d'une hauteur de 1 mètre

**18. En RCH (risque chimique), une tenue de type 3 permet :**

- A. De filtrer un gaz de n'importe quelle nature
- B. De protéger contre les jets et projections de produits chimiques liquides
- C. D'être étanche aux gaz
- D. D'être résistante aux flash thermiques

**19. Le DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs)**

- A. Est une obligation réglementaire pour toutes les communes exposées à au moins un risque majeur
- B. N'est pas une obligation réglementaire
- C. Donne la description de l'ensemble des risques et de leurs conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement
- D. Donne la liste des risques majeurs auxquels la commune est exposée

**20. Le PPMS (Plan Particulier de Mise en Sûreté) :**

- A. Est un document opérationnel
- B. Est obligatoire dans tous les cas
- C. Est limité à la prise en compte des risques naturels et technologiques
- D. Permet d'assurer la sécurité des personnes présentes dans les écoles et établissements scolaires lorsque survient un événement majeur

**21. Lequel/lesquels de ces établissements n'est/ne sont pas un/des ERP (Etablissement Recevant du Public) ?**

- A. Etablissement de catégorie O
- B. Etablissement de catégorie P
- C. Etablissement de catégorie Q
- D. Etablissement de catégorie R

**22. Dans la réglementation IGH (Immeuble de Grande Hauteur), quel(s) classement(s) existe(nt) ?**

- A. GHS
- B. GHI
- C. GHU
- D. GHZ

**23. Dans la planification ORSEC, quel(s) type(s) de plan(s) existe(nt) ?**

- A. ORSEC maritime
- B. ORSEC régional
- C. ORSEC zonal
- D. ORSEC départemental

**24. Une voie d'accès principal utilisable par les engins des services de secours et de lutte contre l'incendie secours (voie engins) a une largeur de :**

- A. 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues
- B. 3 mètres, bandes réservées au stationnement incluses
- C. 4 mètres, bandes réservées au stationnement exclues
- D. 4 mètres, bandes réservées au stationnement incluses

**25. Le PFMS (Plan Familial de Mise en Sûreté) est :**

- A. Un document de prévention sans valeur réglementaire
- B. Une obligation pour chaque foyer de commune soumise à un Plan Communal de Sauvegarde d'être autonome pendant 24h
- C. Un guide prévoyant : risques, moyens, alerte, consignes de sécurité et kit d'urgence à constituer
- D. Piloté par la préfecture

**26. La combustion est une réaction :**

- A. Organique
- B. De polymérisation
- C. D'oxydo-réduction
- D. De corrosion

**27. Une explosion de poussière peut subvenir lorsque :**

- A. Le mélange est dans la plage d'explosivité
- B. Les poussières sont en suspension
- C. Il y a présence de comburant
- D. Il n'y a pas de source d'inflammation

**28. En France, l'échelle utilisée pour mesurer l'intensité d'un tremblement de terre et ses impacts est :**

- A. L'échelle de Richter
- B. L'échelle EMS-98 (échelle macrosismique européenne)
- C. L'échelle de Beaufort
- D. L'échelle de Saffir-Simpson

**29. Quel est le principal facteur déclencheur des glissements de terrain ?**

- A. La fonte des neiges en plaine
- B. Les précipitations abondantes et la saturation des sols en eau
- C. Le réchauffement climatique
- D. Les mouvements sismiques

**30. En RAD (risques radiologique), de quoi est composé le noyau ?**

- A. Des électrons et de protons
- B. Des nucléons
- C. Des protons et des neutrons dont les quarks composent ses éléments
- D. Des atomes

**31. Qui est responsable de la direction des opérations de secours lorsqu'un sinistre touche plusieurs communes d'un même département ?**

- A. Le maire de la commune la plus touchée
- B. Le préfet de département
- C. Le président du conseil départemental
- D. Le préfet de région

**32. Dans quelles circonstances le préfet peut-il se substituer au maire pour diriger les secours ?**

- A. Toujours, car il a autorité hiérarchique sur les maires
- B. En cas de carence du maire
- C. Lorsque l'événement dépasse les capacités communales
- D. Jamais, car les pouvoirs du maire sont exclusifs

**33. Parmi les propositions suivantes, laquelle/lesquelles est/sont fausse(s) concernant l'élaboration du plan ORSEC départemental ?**

- A. Le maire élabore et met en œuvre le plan ORSEC sur sa commune
- B. Le préfet de département élabore et met en œuvre le plan ORSEC départemental
- C. Le plan ORSEC organise la mobilisation générale des moyens publics et privés en cas de crise
- D. Le préfet peut adapter le plan ORSEC aux risques identifiés sur son territoire

**34. Quelle direction est compétente en matière de sécurité civile au sein du ministère de l'Intérieur ?**

- A. La Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC)
- B. La Direction Générale des Etrangers en France (DGEF)
- C. La Direction Générale des Collectivités Locales (GDCL)
- D. La Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN)

**35. En matière de sécurité civile, quel est le rôle principal du maire sur le territoire de sa commune ?**

- A. Coordonner les secours dans plusieurs communes
- B. Assurer la direction des opérations de secours dans sa commune
- C. Gérer les forces armées en cas de crise
- D. Déclarer l'état d'urgence

**36. Quel est le rôle principal de la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN) ?**

- A. L'élaboration des politiques relatives aux étrangers
- B. Le pilotage, l'organisation et la gestion des services de police nationale
- C. La préparation et la mise en œuvre de la politique de décentralisation
- D. La gestion du contentieux électoral

**37. Parmi les affirmations suivantes concernant l'organisation de la sécurité civile en France, laquelle ou lesquelles est/sont exacte(s) ?**

- A. La sécurité civile est exclusivement assurée par l'armée française
- B. Les Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) sont des Etablissements Publics Administratifs (EPA)
- C. Le maire est le commandant des opérations de secours sur sa commune
- D. Les préfets de région dirigent toujours les opérations de secours, même pour un sinistre localisé dans une commune

**38. Quelle est la dernière unité d'instruction de la sécurité civile à avoir été créée en 2024 ?**

- A. Brignoles
- B. Corté
- C. Nogent-le-Rotrou
- D. Libourne

**39. La réserve communale de sécurité civile :**

- A. Est instituée par la loi de départementalisation de 1996
- B. Est placée sous la responsabilité de l'autorité municipale
- C. Aide les sinistrés dans leurs démarches administratives
- D. Peut assurer une surveillance des digues, des massifs forestiers ou des cours d'eau

**40. Le directeur des opérations de secours peut être :**

- A. Le maire ou son représentant
- B. Le préfet ou son représentant
- C. Le directeur départemental du service d'incendie et de secours ou son département
- D. Le commandant des opérations de police ou de gendarmerie

**41. Combien existe-t-il d'Etablissements de Soutien Opérationnel et Logistique (ESOL) et d'Etablissements de Soutien Opérationnel (ESO) en France métropolitaine ?**

- A. 2
- B. 3
- C. 4
- D. 5

**42. Parmi ces types de moyens aériens, lequel/lesquels est/sont actuellement utilisé(s) par la sécurité civile française :**

- A. Airbus A400M
- B. Dash 8 Q400MR
- C. Beechcraft 200
- D. SA 316 Alouette III

**43. Selon le code général des collectivités territoriales, le corps départemental de sapeurs-pompiers est composé :**

- A. De sapeurs-pompiers volontaires
- B. De sapeurs-pompiers professionnels
- C. De volontaires en service civique des sapeurs-pompiers
- D. De pompiers militaires

**44. Le service départemental d'incendie et de secours est administré par un conseil d'administration composé :**

- A. De quinze membres au moins et trente membres au plus
- B. De représentants du département et de représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale
- C. De représentants des sapeurs-pompiers volontaires
- D. De représentants des sapeurs-pompiers professionnels

**45. Quel est le rôle de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France ?**

- A. Représenter et défendre les intérêts des sapeurs-pompiers auprès des pouvoirs publics
- B. Gérer la carrière des sapeurs-pompiers professionnels
- C. Gérer le budget des SDIS
- D. Former les sapeurs-pompiers

**46. Les sapeurs-pompiers professionnels d'un SDIS sont :**

- A. Des fonctionnaires publics territoriaux
- B. Des fonctionnaires d'Etat
- C. Des militaires
- D. Rattachés aux unités d'intervention de la sécurité civile

**47. De quand date la création des services départementaux d'incendie et de secours ?**

- A. 1984
- B. 1987
- C. 1996
- D. 2004

**48. Quelle(s) couleur(s) de la vigilance météo existe(nt) ?**

- A. Violet
- B. Rouge
- C. Vert
- D. Noir

**49. Au quotidien, combien y-a-t-il en moyenne d'interventions sapeurs-pompiers au niveau national ?**

- A. 1000
- B. 7000
- C. 13000
- D. 22000

**50. Si un département compte 800 000 habitants, dans quelle catégorie se classe son SDIS ?**

- A. Catégorie A
- B. Catégorie B
- C. Catégorie C
- D. Catégorie D

**51. De quel(s) texte(s) le bloc de constitutionnalité est-il composé :**

- A. Le texte intégral de la Constitution du 4 octobre 1958 en vigueur
- B. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789
- C. Le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946
- D. La charte de l'environnement de 2004

**52. Parmi les propositions suivantes, la ou lesquelles est/sont présente(s) dans l'article 1 de la Constitution ?**

- A. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale
- B. L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge
- C. Le Président de la République veille au respect de la Constitution
- D. Tous les citoyens sont égaux devant la loi sans distinction d'origine, de race ou de religion

**53. Quels pays ont intégré l'Union Européenne en 1995 ?**

- A. L'Autriche
- B. La Finlande
- C. La Suède
- D. La Norvège

**54. La notion d'ordre public comprend :**

- A. La tranquillité
- B. La salubrité
- C. La sécurité
- D. La probité

**55. Le Conseil européen est composé :**

- A. Des chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'Union Européenne
- B. Du président du Conseil européen
- C. Du président de la Commission européenne
- D. De parlementaires européens

**56. Parmi ces autorités, laquelle ou lesquelles n'est/ne sont ni des autorité(s) publique(s) indépendante(s) (API), ni des autorité(s) Administrative(s) Indépendante(s) (AAI) ?**

- A. La Direction Générale de l'Aviation Civile
- B. Le Conseil Economique Social et Environnemental
- C. La Haute Autorité de Santé
- D. La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés

**57. Parmi ces propositions concernant les préfets, la ou lesquelles est/sont correcte(s) ?**

- A. Ce sont des fonctionnaires d'Etat
- B. Ils sont exclusivement proposés à la nomination par le Ministre de l'Intérieur
- C. Ils sont nommés en conseil des ministres par décret du président de la République
- D. Ils sont répartis en trois grades : préfet, préfet hors classe et préfet hors échelle

**58. Combien existe-t-il de zones de défense d'outre-mer ?**

- A. 2
- B. 3
- C. 4
- D. 5

**59. Quels sont les types de sanctions possibles pour un fonctionnaire titulaire ?**

- A. Le rappel à l'ordre
- B. L'avertissement
- C. Le blâme
- D. L'amende financière

**60. Pour un fonctionnaire, la discrétion professionnelle c'est :**

- A. Le fait de ne pas divulguer d'information d'ordre médical
- B. Le fait de ne pas divulguer d'information concernant un administré
- C. Le fait de ne pas exprimer ses opinions personnelles à l'intérieur ou à l'extérieur de son service
- D. Aucune réponse n'est exacte